



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Ressources - Présentation des actions mises en place à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des comptes d'Occitanie - Prise d'acte

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La chambre régionale des comptes Occitanie a transmis le 5 octobre 2020 un rapport d'observations définitives portant sur la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce rapport a été présenté en Conseil de Métropole le 23 novembre 2020.

L'article L. 243-9 du Code des juridictions financières dispose que « *dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes* ».

Rappel des recommandations et présentation des réponses apportées :

1- Harmoniser d'ici 2021 le régime des attributions de compensation

Le montant de l'attribution de compensation (AC) initiale définie pour les communes en 2015, au moment du transfert de la compétence voirie, est composé d'une part fonctionnement et d'une part investissement. Il avait été convenu en 2015 de minorer cette part investissement de l'AC voirie (hors matériel) de 30% afin de minimiser l'impact sur l'épargne des communes.

A compter de 2017, l'évolution législative a permis d'inscrire une part des AC en section d'investissement. Trois options ont été proposées aux communes pour faire évoluer leur AC en 2018 et 2019 et ainsi combler les 30% minorés en 2015 tout en préservant la capacité d'épargne des communes.

Etats des attributions de compensation voirie/espaces publics 2020 :

- Option 1 : ACI Voirie 30% avec bonification (institué en 2018) : 15 communes concernées ;
- Option 2 : ACI Voirie 100% sans bonification (institué en 2019) : 12 communes concernées ;
- Option 3 : Sans ACI Voirie : 4 communes concernées (régime initial de 2015).

Face à ce constat, la chambre régionale des comptes a émis la recommandation d'harmoniser le régime des attributions de compensation.

La démarche d'harmonisation des attributions de compensation a été initiée en 2021 en préfiguration des orientations du Pacte Financier et Fiscal en cours de construction. Ainsi lors de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charge (CLETC) du 05 octobre 2021, deux communes vont intégrer l'option 1, tendant à faire de l'option 3 une option qui ne sera plus mobilisée (seulement deux communes sont désormais dans ce cas de figure). Il convient de noter que ce sujet de l'harmonisation des attributions de compensations fait partie intégrante du travail de construction du Pacte Financier et Fiscal.

2- Conclure avec tous les établissements publics de coopération intercommunale limitrophes des contrats de réciprocité déclinés en actions opérationnelles

Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup ont conclu un contrat de partenariat en date du 14 décembre 2017 portant notamment sur :

- Le renforcement des partenariats et la mise en réseau des actions en matière de culture, de sports de développement économique et d'aménagement du territoire ;
- La structuration des politiques en faveur du tourisme et de la politique agricole et agro-alimentaire ;

- Le développement des continuités en matière d'eau et de transports.

Le nouvel exécutif a affirmé sa volonté de renforcer les coopérations avec les territoires voisins dans une logique de développement réciproque et respectueux des identités.

C'est dans le cadre de cette dynamique qu'un contrat de réciprocité est en cours de finalisation avec la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault afin de favoriser les mobilités entre ces deux espaces et limiter leur impact environnemental, impulser un développement économique partagé, développer en commun un programme touristique, favoriser les découvertes patrimoniales et culturelles. La formalisation concomitante d'un partenariat avec le Syndicat de développement local du Pays Cœur d'Hérault qui fédère cet EPCI et les deux communautés de communes du Clermontais, Lodévois et Larzac prolonge cette volonté de mener des actions concrètes et concertées en matière d'aménagement du territoire, de biodiversité, de développement jusqu'au contreforts des Causses. Le processus en cours devrait aboutir à une adoption de ces accords par les assemblées concernées puis leur signature fin d'année 2021, début 2022.

Le nouvel exécutif de la Métropole a repris contact avec ses homologues de Sète Agglopôle Méditerranée, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et de la Communauté de Communes du Pays de Lunel afin de relancer un processus de dialogue et de travail permettant d'aboutir à la conclusion de partenariats formalisant des axes de coopération concrets en 2022 et au début de l'année 2023 au plus tard.

Le contrat avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup devrait être réactualisé et renouvelé au cours de l'année prochaine.

3- Mutualiser la gestion du domaine public

Dans le cadre de la réorganisation en cours, le pôle Espaces Publics a vocation à récupérer la gestion des concessions Ville Métropole sur l'espace public au sein des structures. Ce dispositif vise à assurer une bonne gestion réglementaire et financière dans ce domaine, un contrôle robuste des bases de liquidation et un suivi amélioré du recouvrement.

4- Formaliser dans des projets de service le fonctionnement et les objectifs de performance et d'efficience des départements et directions mutualisés

Depuis quelques années, Montpellier Méditerranée Métropole engage la formalisation de projets de service dans plusieurs Directions de la Collectivité : à titre d'illustration, les équipements culturels ont engagé cette démarche avec leur projet d'établissement, en associant les agents dans une concertation menée avec leur autorité de tutelle (ministère de la Culture). Le conservatoire à rayonnement régional/Cité des arts, le musée Fabre, le musée Lattara et l'Ecolothèque ont notamment défini des orientations, axes et missions pour guider leur activité, ainsi que des données à suivre pour en mesurer l'atteinte.

Par ailleurs, à la suite de l'installation du nouvel exécutif en 2020, deux démarches structurantes ont été lancées :

- Une démarche de formalisation du projet politique afin de préciser les orientations stratégiques et décliner l'action de l'administration en projets et cibles à atteindre ;
- Une démarche de réorganisation globale de l'administration rassemblée Ville et Métropole. La nouvelle organisation repose sur 2 piliers :
 - 3 directions générales déléguées porteuses des enjeux phares du mandat : Qualité des services à la population, Aménagement et Développement équilibrés du territoire, Performance et Transformation de l'administration ;
 - 20 pôles clairement délimités, garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs structurels et de la temporalité d'exécution. Chacun de ces pôles formalise actuellement son projet de pôle : gouvernance, structure d'organigramme, cadre de travail et ambition à atteindre. Enfin, le pilotage de l'activité sera outillé grâce à cette nouvelle

organisation. Chaque pôle sera amené à se doter d'une revue de projets et d'indicateurs de performance pour suivre les résultats opérationnels de son action.

5- Adopter un guide des règles et procédures applicables au sein de la Collectivité

Montpellier Méditerranée Métropole a s'inscrit dans une démarche d'amélioration permanente et de formalisation de ses règles et procédures. Ainsi la nouvelle organisation va poursuivre et aboutir à un projet d'administration qui permettra d'étendre les procédures (notamment celles travaillées dans le référentiel « *Qualivilles* ») à Montpellier Méditerranée Métropole, notamment avec la mutualisation des services accueillant du public.

Dans la même logique, les procédures établies dans le cadre de la certification de la Ville de Montpellier ont été réfléchies pour être déployées à Montpellier Méditerranée Métropole.

D'une façon plus générale, des ateliers et entretiens ont été réalisés en interne pour aboutir à un guide de règles et procédures.

Les résultats attendus peuvent être traduits comme suit :

- Des procédures efficaces, tenues à jour et appliquées ;
- Un cadre vivant et harmonisé pour la description des règles et procédures de l'administration ;
- Des modalités de mise à jour simples contribuant à l'efficacité des processus et à leur amélioration.

Ce projet de guide des règles et procédures applicables vient en lien et en contribution au projet d'administration dans le contexte d'une réorganisation globale de l'administration. Il participera à réinterroger, simplifier et clarifier le fonctionnement des deux entités Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

6- Améliorer le fonctionnement de la chaîne administrative d'exécution des recettes et dépenses

La Collectivité a d'ores et déjà mis en œuvre des actions pour renforcer les contrôles à la liquidation, former les équipes au suivi financier des marchés publics et formaliser les procédures. Elle a en outre travaillé la chaîne d'exécution des recettes avec les services de la Direction Départementale des Finances Publiques.

Dans le cadre de la rédaction des règles et procédures, des fiches ont été réalisées sur les thèmes suivant :

- Attribution des marchés publics ;
- Gestion de la base de tiers ;
- Achats de travaux ;
- Achats de service et prestations intellectuelles ;
- Factures et suivi des dettes fournisseurs ;
- Enregistrement des factures ;
- Suivi financier des marchés publics ;
- Gestion des achats non stockés ;
- Rattachement / report.

Parallèlement de nouveaux points de contrôle ont été mis en place dans le cadre du contrôle interne comptable et financier de Montpellier Méditerranée Métropole (notamment dans les domaines de la gestion des tiers et des régies).

7- Adopter une approche unifiée du contrôle de gestion, s'appuyant sur une formalisation des objectifs et indicateurs de performance portant à la fois sur les services de la métropole et les organismes rattachés

Montpellier Méditerranée Métropole a pris acte de la recommandation formulée par la Chambre, et a initié une démarche pour s'y conformer. En effet, dans le cadre de la réorganisation impulsée par le nouvel exécutif, le nouveau pôle « Finance et Contrôle de gestion » construit sa structuration en ce sens.

D'un point de vue structurel, et dans la perspective d'adopter une approche unifiée de la fonction de contrôle de gestion, la direction de pôle regroupera au sein d'une même entité, l'unité de contrôle de gestion interne (alors rattachée à la Direction Organisation Etudes Evaluations) et l'ensemble de la Direction du Contrôle de Gestion Externe assurant les missions de contrôle des organismes rattachés.

D'un point de vue opérationnel, le pôle conduira en lien avec le pôle Numérique et Données et les autres pôles un dispositif de pilotage, fondé sur les objectifs stratégiques des différentes politiques publiques conduites sur le territoire, ainsi que sur les objectifs opérationnels qui en découlent. Ce dispositif de pilotage sera notamment basé sur la mise en place d'un système de reporting dont le portail a été ouvert aux services fin aout 2021.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole sera dotée dès novembre 2021 d'un outil de data visualisation favorisant le pilotage et la fonction de contrôle de gestion au sein de la Collectivité (fluidité d'accès à la donnée, production et communication d'indicateurs de suivi d'activité et de performance). L'action des organismes rattachés sera également intégrée à cet outil de data visualisation qui permettra un accès rapide aux indicateurs d'activité et de performance existants. Il s'agit d'un levier puissant d'amélioration de la gestion car il s'appuie sur un outil harmonisé pour toute la Collectivité. Outre un accès facilité à la donnée, l'objectif est de renforcer le dialogue de gestion.

8- Définir une politique de provisionnement découlant de l'évaluation des risques financiers, notamment externes

Par délibération n°M2019-774 du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté une politique de provisionnement en définissant les modalités de mise en œuvre des provisions et dépréciations et leur mise en application dès l'exercice 2019. Chaque année, une délibération actualisée est soumise au vote du Conseil de Métropole.

Pour l'exercice 2021, il est prévu de compléter la provision pour Compte Epargne Temps en comptabilisant la provision dès le 1er jour épargné et de constituer une provision pour les congés reportés sur l'exercice suivant.

9- Poursuivre la fiabilisation de l'actif immobilisé en lien avec le comptable

Le suivi de l'actif immobilisé et notamment la mise en concordance entre l'inventaire et l'actif est une priorité pour la Métropole afin de garantir une gestion et un suivi pérenne de la tenue du bilan et assurer ainsi la qualité et la fiabilité des comptes.

La création du service ressources comptables et financières au sein de la Direction des Finances et l'acquisition du logiciel de gestion des immobilisations *Immos.Net* ont permis une avancée significative sur la mise en concordance des données. Ainsi, au 31 décembre 2020, les inventaires des budgets annexes transport, parking, service public d'assainissement non collectif et eau potable étaient complètement intégrés dans le logiciel *Immos.Net*. Les inventaires et actifs de ces budgets annexes sont depuis strictement concordants.

Les données du budget annexe assainissement sont également intégrées, à l'exception de l'article 2315 pour

lequel une différence mineure persiste. Par ailleurs, les travaux menés ont permis de transférer 175M € de travaux finis dans les comptes définitifs.

Les données du budget principal sont, quant à elles, intégrées dans le logiciel *Immos.Net* depuis le 1er janvier 2019 et les travaux de mise en concordance se poursuivent sur les exercices antérieurs. Les travaux menés ont permis de transférer 328M € de travaux finis dans les comptes définitifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la communication des réponses apportées aux observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie transmises à la Métropole le 5 octobre 2020.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211123-173161-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.